

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr



Standard..... 01-40-58-75-00

Annonces..... 01-40-58-77-56

Accueil commercial 01-40-15-70-10

Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 2153

30 – GARD

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NÎMES

Jugement d'ouverture

Date : 15 janvier 2020.

Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

319 213 674 RCS Nîmes.

FOSSAC TRANSACTIONS.

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Enseigne : Fossac Transactions.

Activité : l'acquisition aux fins de lotissement de tous terrains en France et à l'étranger, - la propriété, l'administration et l'exploitation par bail location ou autrement desdits terrains, et de tous autres immeubles annexes ou accessoires, bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire ultérieurement par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement, - la division et l'aménagement de ces terrains pour la construction de maisons d'habitation, - la vente par lot ou fractions de ces terrains - le cautionnement hypothécaire en cas de vente à terme, - tous emprunts avec ou sans garantie hypothécaire ayant pour but de permettre la viabilisation et l'aménagement de ces terrains, l'activité de marchand de biens et à cette fin l'achat et la vente de tous immeubles et de tous fonds de commerce et l'exploitation de tous biens acquis à ce titre - l'activité d'agence immobilière - et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

Adresse : 6, avenue de Lattre de Tassigny, 30100 Alès.

Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 août 2018, désignant en qualité de mandataire judiciaire la Selarl SBCMJ 22 rue Taisson 30100 Alès. Les créances sont à déclarer, dans les deux mois de la présente publication, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>.